

# Grands projets EnR : un bon dossier sera toujours financé [Compte-rendu]

[greenunivers.com/2017/11/grands-projets-enr-dossier-sera-toujours-finance-compte-rendu-171575/](https://greenunivers.com/2017/11/grands-projets-enr-dossier-sera-toujours-finance-compte-rendu-171575/)

17/11/2017

[\[Compte-rendu des Rencontres sur le financement de la transition énergétique en Afrique\]](#)



à d : Paul Keurinck (Urbasolar), Eric Tauziac (Eranove), Jean-Jacques Ngono (Finergreen), Léopold Peti Peti (Ecobank), Gilles Parmentier (GreenWish) et Emmanuelle Matz (Proparco)

Si les projets africains *off grid* sont [difficiles à financer](#), les dossiers de taille plus importante le sont tout autant. C'est ce qu'a montré la table ronde qui leur était consacrée dans le cadre des Rencontres sur le financement de la transition énergétique en Afrique.

## Plus long, plus cher

Animée par Jean-Jacques Ngono, managing partner Africa de Finergreen, cette session a permis de dessiner les opportunités et freins que rencontrent notamment les développeurs pour financer leurs projets d'énergies renouvelables en Afrique. Eric Tauziac, directeur général adjoint du groupe industriel et producteur d'électricité Eranove, très présent notamment en Côte d'Ivoire, a rappelé que se financer pour des projets africains prend généralement plus de temps en raison de difficultés liées au continent. Des contraintes qui augmentent le coût dudit financement : « Il est souvent 2 à 3 fois plus cher avec une prise de risque supplémentaire », se désole Gilles Parmentier, partner du [fonds GreenWish](#).

Autre difficulté, décrocher des financements de long terme. Ils sont compliqués à obtenir sur ces marchés puisque les banques locales prêtent difficilement au-delà de 10 ans et les acteurs étrangers sont frileux pour s'engager sur de si longues périodes en Afrique. Des mécanismes commencent à se mettre en place à l'image de ceux proposés par l'Agence française de développement (AFD) qui peut désormais offrir des garanties projets aux banques africaines pour étendre la durée des prêts (jusqu'à 18 ans). D'autres freins compliquent le financement des EnR en Afrique tels que le risque de change (moins important dans la zone CFA), les critères de contenu local, l'évolution des normes comptables dans certains pays ou encore le cadre réglementaire des

PPA.

### **Des outils de financements plus fiables**

Pour autant, Emmanuelle Matz, responsable de la division énergie et infrastructures de Proparco (filiale de l'AFD), voit les choses aller plus vite : « Nos premiers dossiers de financement ont pris du temps mais nous pouvons désormais capitaliser sur ces expériences et aller plus vite. Le plan Juncker prévoit également de développer les programmes de garanties, dont un dédié aux EnR », se félicite-t-elle. Les institutions financières (Banque africaine de développement, Banque mondiale, Bpifrance...) et les fonds spécialisés (type FASEP) jouent encore un rôle clé dans le financement des EnR. Pour autant, elles ne représentent pas l'Alpha et l'Omega comme le rappelle Paul Keurinck, directeur international du développeur [Urbasolar](#) : « Au Sénégal, nous devions aller vite et monter un dossier Fasep aurait été trop long. Nous avons privilégié un financement dédié – en l'espèce sur la construction uniquement – puis nous avons contracté un autre financement distinct pour la phase d'exploitation », indique-t-il.

Représentant d'une banque présente dans 33 pays africains, Ecobank, Léopold Peti Peti, directeur des risques, propose de son côté de couvrir ses clients contre le risque de change avec un panier d'une quinzaine de devises côtées. Interrogé sur les difficultés constatées par les développeurs pour financer leurs projets, il a rappelé les fondamentaux de la finance : « Un bon projet, économiquement rentable, sera toujours financé ». Un point sur lequel se sont accordés tous les intervenants.

**Lire aussi notre dossier : « [La transition énergétique en Afrique : miracle ou mirage ?](#) » – octobre 2017**

---